



Dynamiques environnementales

Journal international de géosciences et de l'environnement

39-40 | 2017

**Explorateurs, femmes et hommes de science :
voyages en terres mal connues**

Gro Harlem Brundtland ou l'invention du « développement durable »

Gro Harlem Brundtland or the invention of « sustainable development »

Louis-Pascal Jacquemond



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/dynenviron/541>

DOI : 10.4000/dynenviron.541

ISSN : 2534-4358

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2017

Pagination : 254-265

ISSN : 1968-469X

Référence électronique

Louis-Pascal Jacquemond, « Gro Harlem Brundtland ou l'invention du « développement durable » », *Dynamiques environnementales* [En ligne], 39-40 | 2017, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/dynenviron/541> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/dynenviron.541>



La revue *Dynamiques environnementales* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

photo 1 : Gro Brundtland
lors de la conférence du 29
septembre 2014 à Salão de
Atos da à l'Université fédé-
rale du Rio Grande do Sul
(UFRGS), sur les Frontières
de la pensée, Porto Alegre
(Crédit : Luiz Munhoz,
Fronteiras do Pensamento,
Licence CC BY-SA 2.0,
Wikimedia commons).





Gro Harlem Brundtland ou l'invention du « développement durable »

Louis-Pascal Jacquemond¹

Résumé/Abstract

La travailleuse norvégienne Gro Harlem Brundtland, rompue à la politique par tradition familiale, a été une pionnière. Cette médecin féministe militante s'est très tôt préoccupée des questions de santé et d'environnement. Et elle a exercé à trois reprises les fonctions de Première Ministre de son pays, quelques mois en 1981, trois ans de 1986 à 1989 puis six ans de 1990 à 1996. En 1983, elle accepte une des premières missions internationales confiées à une femme : présider une Commission mondiale sur l'environnement et le développement au nom de l'ONU. En 1987, son rapport de commission intitulé « Notre Avenir Commun » pose la définition internationale officielle du « développement durable » et constitue désormais la référence pour les politiques environnementales. Le concept devient prise de conscience universelle et alimente la réflexion et les décisions du Sommet de Rio (1992) puis du protocole de Kyoto (1997). La taxe carbone en résulte. De janvier 1998 à 2003, Gro Harlem Brundtland dirige l'Organisation Mondiale de la Santé puis des missions onusiennes sur le changement climatique. Experte de ces questions fondamentales, elle focalise l'attention sur le rôle clé des femmes comme moteurs du progrès et des changements durables. Membre du groupe des Aînés, les Elders, avec 11 anciens chefs d'Etats et dirigeants, elle s'applique à promouvoir les questions environnementales auprès des jeunes générations en parcourant la planète. Considérée comme une sorte de mère de la nation en Norvège, surnommée Landsmoderen, Gro Harlem Brundtland est devenue une figure emblématique. Aussi l'extrémiste Anders Breivik, auteur de la tuerie d'Utoya du 22 juillet 2011 qui fit 69 jeunes victimes, déclare-t-il, à son procès, qu'elle était sa cible principale : elle avait quitté le camp des jeunes travaillistes une heure plus tôt ! Femme de caractère, Gro Harlem Brundtland a ouvert les yeux de l'humanité et de la planète sur les enjeux de sa survie.

Gro Harlem Brundtland or the invention of "sustainable development"

The Norwegian Labor Gro Harlem Brundtland, in the tradition of family politics, was a pioneer. This activist feminist doctor was very early concerned with health and environmental issues. And she served three times as Prime Minister of his country, a few months in 1981, three years from 1986 to 1989 and six years from 1990 to 1996. In 1983, she accepts one of the first international missions entrusted to a woman: chairing a World Commission on Environment and Development on behalf of the United Nations. In 1987, its commission report entitled "Our Common Future" lays down the official international definition of "sustainable development" and is now the reference for environmental policies. The concept becomes universal awareness and feeds the reflection and decisions of the Rio Summit (1992) and the Kyoto Protocol (1997). The carbon tax was one of the results. From January 1998 to 2003, Gro Harlem Brundtland headed the World Health Organization and then UN missions on climate change. As an expert in these fundamental issues, she focuses on the key role of women as drivers of progress and futur change. As member of the Elders, a group with 11 former heads of state and leaders, she works to promote environmental issues among the younger generations by traveling the globe. Considered a sort of mother of the nation in Norway, nicknamed Landsmoderen, Gro Harlem Brundtland has become an iconic figure. Also the extremist Anders Breivik, author of the Utoya killings of July 22, 2011 which made 69 young victims, declares at his trial that she was his main target: she had left the labor camp one hour earlier ! A woman of character, Gro Harlem Brundtland has opened the eyes of humanity and the planet on the stakes of their survival.

Mots clés/Key-words

Gro Harlem Brundtland, Norvège, ONU, développement, développement durable, OMS, Elders, santé, environnement, féministe, Sommet de Rio, Notre Avenir Commun, Utoya.

Gro Harlem Brundtland, Norway, UN, development, sustainable development, WHO, Elders, health, environment, feminist, Rio Summit, Our Common Future, Utoya.

1. Sciences Po Paris, spécialiste de l'histoire des femmes au sein de l'association Mnémosyne.

Introduction

Médecin et féministe norvégienne née en 1939, la travailliste Gro Harlem Brundtland a été trois fois Première Ministre de Norvège puis Présidente de la Commission Mondiale sur l'environnement et le développement de 1983 à 1987, commission Brundtland qui a défini officiellement le concept de « développement durable » dans son rapport *Our Common Future (Notre Avenir à tous)*. Elle devient ensuite Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé de 1998 à 2003. Et elle reste une personnalité politique influente en Norvège et dans le monde. En quoi cette carrière au pas de course est-elle le fruit des engagements féministes de cette redoutable militante ? En quoi mérite-t-elle le surnom de « Mother of Sustainability » ?

I- D'une éducation libérale à la passion pour la médecine et la politique

Gro Harlem naît le 20 avril 1939 à Oslo, d'un père encore étudiant, Gudmund Harlem (1917-1988) et d'une étudiante en droit, la suédoise Inga Margareta Elisabet Brynolf (1918-2005), elle-même fille de deux avocats progressistes. Les deux parents, Gudmund et Inga sont déjà engagés au Parti travailliste depuis plusieurs années et se réfugient en Suède pendant la Seconde Guerre mondiale pour échapper à l'occupation allemande et résister (Union des étudiants). Ils ont quatre enfants, Gro l'aînée, deux fils et une benjamine, Hanne née en 1964.

Gudmund Harlem, le père, obtient sa qualification de médecin spécialisé en réadaptation en 1946, discipline très demandée du fait des ravages de la guerre. Puis il exerce comme médecin chef au Statens Attføringsinstitutt d'Oslo. Mais il s'engage aussi en politique. Il est ministre norvégien des affaires sociales de 1955 à 1961 puis ministre de la défense de 1961 à 1965 (sauf deux mois en 1963) au service des premiers ministres sociaux-démocrates ou des coalitions de centre gauche. Après 1970, il reprend sa carrière de médecin comme directeur du Statens Attføringsinstitutt, poste qu'il occupe jusqu'en 1977, ou encore comme professeur et médecin généraliste en ville ou bien encore comme chargé de mission pour les handicapés. Outre sa fille aînée Gro qui devient première Première ministre de Norvège, sa plus jeune fille, Hanne Harlem, a été ministre de la justice de 2001 à 2002.

La petite norvégienne Gro a eu la chance d'être éduquée dans une famille éminemment jeune et moderne pour l'époque. Dès son plus jeune âge, ses parents lui lèguent un précieux triple héritage : un goût affirmé pour le service public, un esprit ouvert à l'international, et des idées politico-sociales avant-gardistes, « *des parents lucides, réfléchis, qui croyaient à la justice sociale* »¹. A 7 ans, elle est la mascotte de l'organisation des enfants du Parti travailliste et cela

dure pendant toutes ses années d'école primaire à Ruseløkka in Oslo. C'est pendant son enfance qu'elle rencontre ses futurs mentors socialistes. D'un côté Werna Gerhardsen (1912-1970), militante socialiste attachée à développer les droits des enfants et épouse du premier ministre et chef du Labour Party, Einar Gerhardsen². Et de l'autre le travailliste Rolf Hansen (1920-2006), ministre de la Défense de 1976 à 1979³ puis son ministre de l'Environnement de 1979 à 1981. A 10 ans, Gro Harlem déménage avec sa famille aux Etats-Unis, son père ayant obtenu une bourse d'études de la Fondation Rockefeller. Ainsi allait germer la vocation internationale de la jeune Gro.

Gro Harlem a hérité de son père cette passion pour la médecine et la politique. Elle fait des études de médecine. Etudiante militante féministe, elle conteste la société et ses valeurs bourgeoises. Elle anime l'Association des Etudiants socialistes puis l'Association des Etudiants travaillistes. Aussi son mariage inopiné avec un étudiant conservateur est-il inattendu. Arne Olav Brundtland est médecin et politologue, futur chercheur à l'Institut de politique étrangère NUPI à Oslo. Il est conservateur et mènera une carrière politique locale à la municipalité d'Oslo. Elle l'épouse le 9 décembre 1960. Elle a à peine 20 ans et ils ont assez rapidement quatre enfants : Knut né en 1962, Kaja née en 1964, Ivar né en 1966, et Jørgen né en 1968.

A la suite de son doctorat de médecine à l'université d'Oslo, en 1963, la jeune mère et jeune médecin – elle a 24 ans - se voit décerner une bourse d'études par la Harvard School of Public Health. Revenue aux Etats-Unis, elle obtient un master en santé publique (MPH) en 1965. C'est là, côtoyant d'éminents spécialistes de la santé publique, que le Dr Brundtland a commencé à élargir sa vision de la santé, par-delà les limites du monde médical, aux questions de l'environnement et du développement humain.

De retour à Oslo, au Ministère de la Santé, en 1965, le Dr Brundtland connaît neuf années très mouvementées. Au Ministère, comme adjointe au Directeur des Services de santé scolaire d'Oslo de 1966 à 1969, elle travaille sur la santé des enfants, notamment sur l'allaitement maternel, la lutte contre le cancer et d'autres maladies. A partir de 1969, elle est médecin-chef consultant pour les services de santé scolaire au Conseil de santé publique d'Oslo, dans le Service des enfants malades de l'Hôpital national et à l'Hôpital de la Ville d'Oslo. Elle mène cette carrière professionnelle tout en élevant ses enfants et en représentant la Norvège à des conférences internationales.

2. Premier ministre de 1945 à 1951, de 1955 à 1963 et de 1963 à 1965, l'un des pères de l'Etat-Providence norvégien.

3. Einar Hallé. Thèse de doctorat Etudes Germaniques et Nordiques sous la direction de Jean-Marie Maillefer, professeur, université Paris-Sorbonne : *La Norvège et l'isolationnisme, 1940-1972. Sciences de l'Homme et Société*. Sorbonne, 31 octobre 2014. Rolf Hansen était ministre au moment des premières révélations sur les réseaux secrets de l'OTAN comme le Gladio italien. Après la seconde guerre mondiale, la CIA et le MI-6 britannique mirent en place des armées secrètes anti-communistes dans tous les pays d'Europe de l'Ouest, et ces réseaux *Stay-Behind* de l'OTAN s'allièrent dans certains pays à des groupes terroristes d'extrême droite des années 1980. Cf Daniele Ganser, historien suisse, auteur de *Les Armées Secrètes de l'OTAN, Réseaux Stay-Behind, Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest*, Editions Demie-lune, collection Résistances, 2007.

1. Skoll World Forum, 2014. Chaque année au Skoll World Forum, près de 1000 entrepreneurs sociaux, leaders d'opinion et partenaires stratégiques se réunissent à la Saïd Business School d'Oxford pour débattre et échanger des idées sur l'entrepreneuriat social. Des invités comme ici Gro Harlem Brundtland interviennent.



II- Une travailliste norvégienne de premier plan spécialiste de l'environnement

Membre du Parti travailliste, le Dr Brundtland se voit offrir en 1974 le poste de Ministre de l'Environnement. Lorsque la ministre des Affaires sociales, Sonja Ludvigsen, tombe malade et meurt en 1974, elle est remplacée par le ministre de l'Environnement Tor Halvorsen. Or le Premier ministre Trygve Bratteli voulait une jeune femme à ce poste. Il choisit Gro Harlem Brundtland. Convoquée par Bratteli, elle s'attendait à ce qu'il lui demande son avis sur un livre blanc en cours de préparation pour libéraliser la législation norvégienne sur l'avortement. Il lui propose le poste de ministre de l'Environnement.

D'abord réticente parce qu'elle estime qu'elle manque d'expérience dans le domaine de l'environnement, elle est cependant convaincue que santé et environnement sont liés. Brundtland est nommée le 6 septembre 1974 et, forte personnalité, elle obtient que la politique de l'environnement soit une des priorités du deuxième gouvernement de Bratteli puis, à partir de 1976, du gouvernement d'Odvar Nordli. Les questions importantes étaient la protection du plateau montagneux d'Hardangervidda, la date de démarrage des forages pétroliers au large de la Norvège centrale et septentrionale et la lutte internationale contre les pluies acides. Son travail au cours de l'éruption incontrôlée de la plate-forme de forage pétrolier Bravo en mer du Nord au printemps 1977, l'a fait connaître tant au niveau national qu'international.

Elle occupe le poste de ministre de l'Environnement de 1974 à 1979, et elle est alors la troisième femme présente au gouvernement. En 1975, l'année des Nations Unies pour les femmes, elle devient la première femme vice-présidente du Parti travailliste norvégien puis elle en prend la présidence en 1981. Elue membre du Storting (Parlement) en 1977, pour le Parti travailliste à Oslo, elle obtient un congé parlementaire puisqu'elle est membre du gouvernement. Pendant toutes ces années, elle soutient activement des groupes de femmes, parlementaires ou militantes, travaillant pour des réformes permettant aux jeunes femmes de combiner la maternité et le travail. Elle s'est déjà forgée une réputation internationale dans les milieux de l'environnement et elle s'affirme sur la scène politique nationale norvégienne. Mais en 1979, compte tenu des faibles résultats d'ensemble des travaillistes et contrairement à son souhait, elle doit se retirer du gouvernement au profit du nouveau chef des travaillistes Reiulf Steen qui rejoint le gouvernement présidé par le travailliste Odvar Nordli. Alors, au Storting, la députée s'investit comme membre du comité permanent des finances puis comme chef du comité permanent des affaires étrangères.

En 1981, l'état de santé du premier ministre Odvar Nordli alimente les rumeurs de sa possible démission. Le 30 janvier, Brundtland est conviée à une réunion dans la maison de l'ancien Premier ministre Trygve Bratteli, pour évaluer la situation. Odvar Nordli veut que Rolf Hansen - ministre de l'Environnement - soit son successeur, tandis que Hansen et les autres veulent Brundtland. Le 4 février, la question est tranchée : c'est

Gro Harlem Brundtland qui remplace le Premier ministre démissionnaire. A 42 ans, elle devient le plus jeune Premier ministre de Norvège et la première femme à occuper ce poste. Son cabinet de huit femmes et neuf hommes représente le plus haut niveau d'égalité entre les sexes de l'histoire. Elle obtient même que le dirigeant travailliste Reiulf Steen, avec lequel elle accumule les divergences de vue, ne se présente pas à la direction au congrès du parti à Hamar en avril 1981. Elle devient alors la présidente du Labour Party.

Son mandat ne dure cependant que neuf mois, car le Parti travailliste perd les élections nationales en septembre de la même année (37% de voix), et elle perd la majorité de coalition avec le Parti de la gauche socialiste. Le gouvernement conservateur de Kåre Willoch lui succède le 14 octobre 1981. Brundtland est maintenant devenue le chef de l'opposition. Elle retrouve le poste de Première ministre le 9 mai 1986, à la suite de la remontée électorale des travaillistes aux élections de 1985 (41% des voix) et du vote de défiance des députés qui refusent les mesures d'austérité (augmentation du prix de l'essence) envisagées par la coalition conservatrice de Willoch (le Parti conservateur, le Parti chrétien démocrate, le Parti du centre et le Parti du progrès de droite).

Le deuxième gouvernement de Brundtland s'inquiète des effets de la mise en place du marché intérieur de l'Union européenne à la fin de 1992. Mais les élections de 1989 font reculer les travaillistes (34,3% des voix). Les Conservateurs, le Parti chrétien-démocrate et le Parti du centre devenus majoritaires dans le Storting portent au pouvoir le gouvernement de coalition non socialiste de Jan P. Syse. Le 16 octobre 1989, Gro Harlem Brundtland redevient opposante. Miné par ses dissensions internes (négociations avec l'UE), le nouveau gouvernement doit à son tour se démettre.

Le troisième gouvernement de Brundtland prend le relais le 3 novembre 1990. Alors que ses voisins Suède et Finlande ont demandé leur entrée dans l'UE du fait de la chute du communisme et de la dissolution du bloc de l'Est, la question de l'adhésion de la Norvège est à nouveau posée. Gro Harlem Brundtland y est favorable, mais des circonstances personnelles (le suicide de son fils cadet) l'obligent à quitter la présidence du parti travailliste au bénéfice du secrétaire du Parti travailliste, Thorbjørn Jagland, qui, comme chef du parti, est beaucoup plus timoré. Alors qu'aux élections de 1993 le parti travailliste progresse encore (36,9% des voix), c'est le Parti du centre et son leader, Anne Enger Lahnstein, hostiles à l'adhésion à l'UE, qui rallient une majorité de non (52,2% de non pour une participation de 88,4%) lors du référendum du 29 novembre 1994⁴. Même battue, Gro Harlem Brundtland continue de gouverner, mais sa démission apparaît inévitable aux travaillistes avant les prochaines élections législatives. Le 25 octobre 1996, elle cède la place au gouvernement travailliste de Thorbjørn Jagland. Elle ne se représente pas au Storting lors des élections de 1997, mais se porte candidate au poste de directeur général de l'Organisation Mondiale

4. La Norvège a refusé par deux fois d'entrer dans la communauté européenne (en 1972 et en 1994). Après l'entrée de la Suède et la Finlande dans l'UE le 1er janvier 1995, la Norvège demeure le seul des pays nordiques à ne pas y appartenir.

de la Santé (OMS), basé à Genève. Elle y est désignée à une solide majorité et prend ses fonctions en 1998.⁵

Gro Harlem Brundtland n'a jamais moins de huit femmes dans son cabinet, qui compte 18 membres. Elle est membre de l'Association des Femmes norvégiennes (le *Norsk Kvinnesaksforening*). Au cours de ses trois mandats, elle améliore surtout l'égalité des chances pour les Norvégiennes (accès à l'éducation, égalité des revenus hommes-femmes). Elle déclare : « la participation des femmes au plus haut niveau de la politique norvégienne a transformé le pays, surtout pour l'environnement, l'emploi, les enfants et la jeunesse »⁶. Gro Harlem est une femme à poigne. Margaret Thatcher, alors Premier ministre britannique, l'a bien compris à l'occasion d'une visite officielle en 1986. Les Norvégiens sont dans la rue pour réclamer plus de sanctions contre l'Afrique du Sud et moins de soldats anglais en Irlande. Brundtland exige une autre politique pétrolière en mer du Nord et bataille pour l'arrêt des usines qui envoient au-dessus de la Scandinavie des nuages chargés de pluies acides. Femme d'acier trempé, elle fait céder la Dame de fer venue de Londres.

5. i.a. *Norsk Biografisk Leksikon*.

6. Benn Melissa, « The women who rule the world », article de *Cosmopolitan*, février 1995, p.4.

III- La militante internationale du « développement durable » à l'ONU

Gro Harlem Brundtland inaugure son implication internationale sur les questions de sécurité et de défense. En 1980, comme membre de la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité que préside le Premier ministre suédois Olof Palme⁷, elle s'intéresse aux conflits localisés et en particulier à ceux du Proche-Orient. Le rapport de la commission est présenté en 1982⁸ et ne manque pas de montrer les effets négatifs de la course aux armements sur la croissance et le développement.

7. Commission de 18 membres : un ancien chef d'Etat (Obajanso du Nigéria), quatre anciens premiers ministres (Brundtland, Palme, Den Uyl, plus Pologne), quatre anciens ministres des affaires étrangères (dont Cyrus Vance l'Américain, le Mexicain Garcia-Roblès, David Owen l'Anglais), le ministre en poste des affaires étrangères de Tanzanie, Salim, des experts comme Giorgi Arbatov membre du Comité central du PCUS, l'ancien ministre est-allemand Egon Bahr et le Français Jean-Marie Daillet UDF. Le tiers-mondiste Olof Palme (1927-1986), est un social-démocrate chef du gouvernement suédois de 1982 à son assassinat en 1986. Voir Takur Ramesh, Cooper Andrew F. and English John, *International Commissions and the power of Ideas*, Academix Foundation New-Delhi, United Nations University Press, Tokyo, Paris, New-York, 2015. (articles de Geoffrey Wiseman, et de Heather H. Smith, pp. 46-98).

8. Sécurité collective : un plan de survie, Nations Unies, Commission du désarmement, Document UN A/CN, 10/38, avril 1983. Gasteyger, Curt (juriste international), *Les défis de la paix : Un monde à la recherche de sa sécurité*, Genève, Graduate Institute Publications, 1986. <http://books.openedition.org/iheid/4480>.



photo 2 : Gro Harlem Brundtland à la tête de la Commission sur l'environnement et le développement rend compte des travaux devant l'assemblée générale de l'ONU (19 octobre 1987) : *Our Common Future* (Source : UN Photo).



Dans la foulée, Brundtland poursuit la coopération scandinave au sein de l'OTAN afin que l'instance internationale multiplie les propositions de la paix et promeuve la coopération Est-Ouest.

En 1977, le président de la Banque mondiale, Robert MacNamara décide de relancer le dialogue Nord-Sud paralysé par la nouvelle donne internationale (hausse du prix du pétrole, tensions moyen-orientales et conflits africains). Il accorde à l'ancien chancelier allemand Willy Brandt, prix Nobel de la Paix 1971, la présidence d'une commission sur les problèmes de développement international. A la tête de 20 commissaires, Willy Brandt mène une réflexion pluraliste qui analyse les disparités nord-sud, définit et cartographie le concept de limite nord-sud, et engage à une réduction des dépenses militaires pour encourager le développement. « La globalisation des menaces et des provocations – guerre, chaos, autodestruction – demande un type de "politique intérieure mondiale", qui aille bien au-delà de l'horizon des clochers, mais également au-delà des frontières nationales ». Malgré les nouvelles tensions internationales (invasion soviétique en 1979 en Afghanistan, arrivée de Margareth Thatcher et de la vague néolibérale en 1979), il remet son rapport « Rapports Nord-Sud : Un programme de survie » au secrétaire général des Nations Unies, Kurt Waldheim, le 12 février 1980. La seule conséquence positive est la conférence Nord-Sud de Cancun au Mexique en octobre 1981... sans suite⁹.

Alors en décembre 1983, le nouveau secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, relance la question de l'amélioration du sort des populations dans le monde et attend des résolutions sur le long terme. Il demande à Gro Harlem Brundtland d'établir et de présider une commission mondiale sur l'environnement et le développement. Elle combine ici son expérience d'ancienne ministre de l'environnement avec sa solide expérience d'autres domaines de la politique comme la santé. Elle a donc un impact majeur sur le travail de la commission. A la tête d'un groupe de 22 personnes, elle multiplie les consultations, court le monde de l'Amazonie à Bornéo. Il en sort un document au titre idéaliste, « Our Common Future ». Le rapport de la commission, « Notre avenir à tous », est présenté à Londres en avril 1987, tandis que Gro Brundtland est redevenue Première ministre dix mois plus tôt. Par ses recommandations, qui introduisent la notion de « développement durable », ce texte conduit à la convocation, en 1992, du Sommet de la Terre, ou Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (C.N.U.E.D.) assortie de l'Agenda 21 ou plan d'action écologique pour le XXI^e siècle.

Les questions de développement et d'environnement sont dans l'air du temps des années 1970 et 1980. Mais le sujet intéresse depuis la fin de la seconde guerre mondiale quelques cercles militants de la biologie. En 1948 naît une première organisation non gouvernementale qui prend le nom d'*Union internationale pour la protection de la nature*, puis s'intitule *Union internationale pour la conservation*

de la nature et des ressources naturelles en 1956 (en anglais *International Union for Conservation of Nature and Natural Resources*). Après avoir surtout abordé la question sous l'angle de la protection des ressources, l'Union élargit ses objectifs aux problèmes de la croissance et aux disparités de développement entre pays industrialisés et pays du Tiers-Monde. Au même moment naissent des associations ou des cercles de réflexion plus offensifs : le WWF ou Fonds mondial pour la nature au Royaume-Uni fondé en 1961, ou le Club de Rome (des scientifiques, des économistes, des fonctionnaires et des industriels de 52 pays) créé en 1968 et favorable à la décroissance ou bien l'association militante Greenpeace, au Canada, en 1971, hostile à tous les dangers écologiques comme les essais nucléaires.

Parallèlement, les Etats se dotent d'un ministère de l'environnement. En 1971, on ne comptabilise pas plus de dix ministères de l'Environnement, alors qu'en 1982 on répertorie cent dix ministères ou secrétariats d'État, dédiés aux questions d'environnement. C'est Robert Proulx qui prend le portefeuille du Ministère de la protection de la nature et de l'environnement en 1971 en France, dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas sous la présidence de Georges Pompidou. Les institutions internationales se sont aussi réveillées : l'Unesco inaugure un MAB (Man and the Biosphere), un programme sur l'homme et la biosphère en 1971, suite à son colloque international de Séville de 1968 « Utilisation et conservation de la biosphère ». Les Nations Unies créent la conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain (NNUEH) qui se tient du 5 au 16 juin 1972 à Stockholm en Suède, à l'initiative du diplomate suédois Sverker Åström. Cette réunion internationale place pour la première fois les questions écologiques au rang de préoccupations internationales. Le concept d'**écodéveloppement** est né, repris par le français Ignacy Sachs, qui y voit le moyen de réconcilier le développement humain et l'environnement, indissociables l'une de l'autre, et qui affirme la nécessité de remettre en cause les modes de développement du Nord et du Sud, générateurs de pauvreté et de dégradations environnementales. Les participants adoptent une déclaration de 26 principes et un vaste plan d'action pour lutter contre les pollutions (était présente une délégation des victimes de la maladie de Minamata liée à la pollution des poissons japonais au mercure). Ce sommet donne naissance au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). C'est le premier Sommet de la Terre¹⁰.

Les questions climatiques (couche d'ozone, réchauffement) émergent avec quelques initiatives onusiennes comme celle qui aboutit à la convention de Vienne en 1985, laquelle reconnaît la nécessité d'accroître la coopération internationale en vue de

9. Voir De France Corine, Pfeil Ulrich, Wilkens Andreas (éd.) *Willy Brandt, un projet pour l'Allemagne (1913-1992)* Schriftenreihe der Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung, Heft 28, 2014, article de Schmidt Wolfgang, « Willy Brandt et le conflit Nord-Sud. Du rapport Brandt à la gouvernance mondiale » pages 82-92.

10. Les Sommets de la Terre sont des rencontres décennales entre dirigeants mondiaux organisées depuis 1972 par l'ONU, afin de définir les moyens de stimuler le développement durable au niveau mondial. Le premier sommet a eu lieu à Stockholm (Suède) en 1972, le deuxième à Nairobi (Kenya) en 1982, le troisième à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992, et le quatrième à Johannesburg (Afrique du Sud) en 2002. Le dernier Sommet de la Terre, appelé Rio+20, a également eu lieu à Rio de Janeiro en 2012. En 2022, le Sommet se tiendra encore symboliquement à Rio. Au programme : la création d'un Conseil de la Terre, d'un Institut sur les Océans et sur le Climat, ainsi qu'un programme d'actions pour l'agenda an 2000-3000.

limiter les risques que les activités humaines font courir à la survie de la planète. Dans la même optique, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et de ses ressources avait lancé la réflexion sur la finitude écologique de la Terre depuis 1976. Dans un manifeste, l'Ecology Party de Grande-Bretagne, encore embryonnaire, utilise l'expression « société soutenable », « sustainable society ». Et avec le WWF et le PNUE, l'UICN publie en 1980 un rapport intitulé « *La stratégie mondiale pour la conservation. La conservation des ressources vivantes au service du développement durable* » dans lequel est utilisé pour la première fois le terme « développement durable » traduit de l'anglais « *sustainable development* »¹¹. Il figure dès l'avant-propos, « *Tel est le message de la conservation. Car si l'objectif du développement est la prospérité économique et sociale, celui de la conservation est le maintien de la capacité de la Terre d'assurer aussi le développement durable que la pérennité de toute vie.* »¹²

De facto, le rapport Brundtland reprend cette idée en 1987 et pose la définition « officielle » du *sustainable development* successivement traduit en français par 'développement soutenable' puis « **développement durable** » ou « développement viable ». Le rapport le définit ainsi : « *Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.* »

Depuis cette date, l'expression développement durable ou écodéveloppement durable s'est répandue dans le monde entier¹³. Mais c'est aux Canadiens francophones très réactifs lors du Sommet de Rio de 1992 que l'on doit l'adoption définitive

11. Lester Brown (né en 1934) l'avait diffusé dans son ouvrage de 1981 *Building a Sustainable Society*. Agroéconomiste américain, il est l'un des pionniers de la réflexion sur le développement durable et un homme d'influence (inspirateur du Grenelle de l'Environnement selon Jean-Louis Borloo qui l'a organisé en 2007).

12. « *Sustainable development is development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs* » reprend à chaque conférence Gro Harlem Brundtland.

13. Voir « L'avenir d'un monde fini. Jalons pour une éthique du développement durable », in *Cahiers de Recherche Éthique*, n°15, La Corporation des Éditions Fides, Québec, 1991 (Actes du colloque Environnement et éthique tenu à Montréal les 22 et 23 mai 1990).

du terme français de « développement durable ». « *L'interprétation se veut désormais plus englobante en joutant, aux côtés des aspects écologiques et environnementaux, les préceptes d'une société juste et équitable et d'un développement socio-économique respectueux de l'environnement et des besoins fondamentaux nécessaires à la vie et à son maintien* »¹⁴.

Le rapport Brundtland définit la politique nécessaire pour parvenir à un développement durable. Il est principalement axé sur la préservation de l'environnement et la consommation prudente des ressources naturelles, et souligne le lien entre pauvreté et protection de l'environnement. Il repose sur la nécessaire conciliation entre développement et environnement. Le rapport Brundtland s'articule en trois parties¹⁵. La

première partie traite des préoccupations communes. Il y est fait le constat d'un avenir compromis, de la nécessité de mettre en place un développement durable, et enfin de redéfinir le rôle de l'économie mondiale dans ce contexte. La deuxième partie expose les problèmes communs à gérer. Il y est question de la population mondiale, de la finitude des ressources, de la sécurité alimentaire, de la nécessité de la préservation des espèces et des écosystèmes, de la problématique de l'énergie, du rôle de l'industrie et du défi urbain. La troisième partie fait des propositions en matière d'efforts communs, notamment une gestion commune du patrimoine, la question de la paix, de la sécurité, du développement et de l'environnement, et enfin la nécessité d'une action commune.

Il envisage un véritable éducation des masses et surtout des jeunes pour les sensibiliser à cette nouvelle question cruciale de survie de la Terre. Gro Harlem Brundtland écrit en introduction :

« *La Commission a terminé sa tâche. Nous suggérons instamment un effort d'ensemble et de nouvelles normes de comportement à tous les niveaux et dans l'intérêt de tous. Ces*



photo 3 : Le rapport Brundtland traduit en Français, ONU, 1987.

14. Voir Vaillancourt Jérôme, « *Évolution conceptuelle et historique du développement durable* », pour qui le développement durable est « une forme de développement en faveur de la qualité de vie », rapport de recherche, Regroupement national des Conseils Régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), mai 1998 ; Vaillancourt, Jean-Guy, « Le développement durable ou le « compromis » de la Commission Brundtland; désarmement, développement et protection de l'environnement » in *Cahier de la recherche éthique* n°15. Éditions Fides, 1990, p. 17-44.

15. Voir Rapport Brundtland, 1987, 349 pages. En particulier l'avant-propos de Gro Harlem Brundtland, Oslo, 20 mars 1987. https://fr.wikisource.org/wiki/Notre_avenir_%C3%A0_tous_-_Rapport_Brundtland/



changements dans les attitudes, les valeurs sociales et les aspirations sur lesquels notre rapport insiste avec vigueur, vont désormais dépendre de campagnes d'éducation intensives, de débats publics et de la participation de tous et chacun.

Dans ce but, nous en appelons aux groupes de citoyens, aux organismes non-gouvernementaux, aux institutions d'enseignement et à la communauté scientifique. Dans le passé, ils ont tous joué un rôle indispensable dans l'éducation du public et dans les changements de politique. Ils joueront maintenant un rôle toujours aussi crucial en guidant le monde sur une voie de développement qui soit durable, en posant les fondations de notre avenir à tous ».

A l'opposé du Club de Rome¹⁶ qui soutient la décroissance, le rapport Brundtland établit que la croissance économique (via le développement technologique) est nécessaire pour assurer la « sauvegarde » de la planète. Il établit aussi que le développement durable concerne tout autant les pays industrialisés que les pays en développement alors que le Club de Rome misait sur l'asymétrie du développement. Et que la multiplication des problèmes environnementaux agit par interactions et interconnexions entre les pays industrialisés et les pays en développement¹⁷.

Le rapport Brundtland est un marqueur historique d'une prise de conscience internationale de la nécessité d'une « politique intérieure mondiale » et du concept clé de développement durable¹⁸. Il doit beaucoup à la présidence de Gro Harlem Brundtland qui en a porté avec ferveur la genèse puis s'est appliquée à en faire surgir le plus de conséquences possibles. Malgré sa carrière politique en Norvège, elle s'est impliquée dans toutes les instances internationales et a déployé toutes ses forces de conviction pour en être l'infatigable porte-parole... dans tous les coins de la planète, d'émissions médiatisées en conférences et en discussions. Et très symboliquement les différentes initiatives liées à l'Agenda 21 ou Action 21 (21 actions pour le vingt-et-unième siècle) démontrent que la perception universelle des dirigeants comme de l'opinion publique a opéré un changement de

cap fondamental, quelles que soient par ailleurs les résistances qu'il suscite¹⁹.

L'une de ces actions ultérieures les plus médiatisées fut le protocole de Kyoto signé en 1997. Au sommet de la Terre de Rio en 1992, une Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a été adoptée par les 154 États présents auxquels il faut ajouter la totalité des membres de l'UE. Elle est entrée en vigueur le 21 mars 1994 mais elle est éthique et n'est pas juridiquement contraignante. Car elle laisse aux parties qui peuvent se rencontrer une fois par an (les COP²⁰) le soin de s'accorder ensuite sur des engagements contractuels. Dès 1997 certains se sont mis d'accord pour réduire les émissions de gaz à effet de serre lors de la 3^e conférence des parties (COP3) à Kyoto. C'est le protocole de Kyoto qui a reçu l'approbation de 55 membres, rejoints en 2009 par 129 autres États. Il a donc pu s'appliquer à compter de 2005. Objectifs ambitieux mais mécanismes très (trop) flexibles comme la taxe-carbone.

IV- La directrice de l'OMS au raisonnement global et l'envoyée spéciale de l'ONU chargée du changement climatique

Lorsqu'elle démissionne du poste de Première Ministre de Norvège en 1996, Gro Harlem Brundtland est sollicitée par les instances internationales et elle a déjà opté pour une carrière à l'Organisation Mondiale de la Santé à Genève. Elle est élue en janvier 1998 directrice générale de l'OMS, première femme à accéder à ce poste onusien. La nouvelle responsable doit assainir les finances, mener une réforme interne, moderniser la gestion et établir des priorités²¹. La composition de sa nouvelle équipe de direction reflète immédiatement ses choix politiques. Sur les dix membres de son cabinet, huit sont extérieurs à l'OMS, et six sont des femmes. Ils sont répartis de manière égale entre le Nord et le Sud. Et elle s'appuie sur les contributions des 59 États membres, des dons et fonds privés (fondation américaine Rockefeller par ex.) pour relancer les campagnes médicales contre les maladies infectieuses et parasitaires (paludisme).

Son mandat, marqué par la gestion de pandémies mondiales telles que le sida et le SRAS, prend fin en 2003. A ce poste, elle se montre une dirigeante forte qui n'hésite pas à faire connaître ses actions tout en sollicitant vigoureusement les États membres. Dans son premier discours à l'Assemblée de l'OMS, le Dr Brundtland déclare : « *Quelle est notre mission essentielle ? Il incombe, me semble-t-il, à l'OMS, de veiller au respect*

16. Le Club de Rome doit son nom au premier lieu (l'Académie des Lyncéens) où ses membres se sont réunis le 8 avril 1968 sous la direction d'Aurelio Peccei, industriel italien proche de Fiat, et Alexander King, écossais ancien directeur scientifique de l'OCDE. C'est un groupe de réflexion constitué d'industriels, de scientifiques, d'économistes et de diplomates qui représente 52 pays et qui, dans la foulée de la première prise de conscience environnementale de la fin des années soixante (phase de forte contestation de la société de consommation des Trente glorieuses), se sont interrogés sur l'influence de l'homme sur l'environnement. Dans un célèbre rapport intitulé « *The Limits to Growth* » (« Halte à la croissance ? »), le Club de Rome considère le danger que représente une croissance économique et démographique exponentielle du point de vue de l'épuisement des ressources (énergie, eau, sols), de la pollution et de la surexploitation des systèmes naturels. Il invente le concept de « croissance zéro ». Ce rapport paru en 1972 est aussi appelé « rapport Meadows » du nom d'un de ses auteurs Dennis Meadows alors Directeur du Massachusetts Institute of Technology. Le « rapport Meadows » s'inspire des premières tentatives de modélisation de « l'écosystème mondial ».

17. Chartier Denis, « Aux origines des flous sémantiques du développement durable », in *Fondements*, revue d'Ecologie Politique, n° sur l'économie solidaire, une économie sociale, 2003, pages 173-184.

18. Stengers Isabelle, « Le développement durable : une nouvelle approche ? », revue *Alliage*, 1999, n°40 ; Jollivet Marcel (dir.), *Le développement durable, de l'utopie au concept, de nouveaux chantiers* pour la recherche. Elsevier (collection : Natures, Sciences, Sociétés), 2001.

19. Vaillancourt Jean-Guy, « Action 21 et le développement durable », revue *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Volume 3, numéro 3, décembre 2002. <http://journals.openedition.org/vertigo/4172> ; DOI : 10.4000/vertigo.4172

20. La conférence des parties ou conférence des États signataires ou COP se réunit annuellement lors de conférences mondiales qui analysent les avancées de la convention-cadre des Nations Unies et prend des décisions pour atteindre les objectifs de lutte contre les changements climatiques. La COP1 a eu lieu à Berlin en 1995, la COP21 à Paris en 2015 et la COP24 aura lieu à Katowice en Pologne en 2018.

21. Il lui faut réformer une institution malade après dix ans de règne controversé du Japonais Hiroshi Nakajima dont les équipes sont accusées de diverses malversations et qui n'a jamais fédéré les plans d'action des différents États membres.

de la morale et d'assumer la direction technique pour améliorer la santé de tous les peuples du monde. Nous devons être capables de donner des avis sur les questions clefs dont dépendent le développement et la réduction des souffrances. Notre objectif est pour moi de combattre la maladie et la mauvaise santé - par la promotion de systèmes de santé durables et équitables dans tous les pays ».

C'est dans cette fonction qu'elle définit le concept de « santé durable » comme quatrième pilier du développement durable. Mais elle inverse aussi la logique antérieure pour démontrer que tout dépend désormais de l'état de santé des populations. C'est à partir de la santé des populations que doit se concevoir le développement durable et non l'inverse comme dans les décennies antérieures où il était logique de penser que le développement économique avait pour corollaire l'amélioration de la santé. De préalable, le développement durable est devenu conséquence.²²

Elle développe l'action de l'OMS et le fait savoir. Elle agit tout azimut : le contrôle du tabac, l'amélioration de l'accès aux médicaments de base ou encore l'éradication de la polio et du paludisme... ainsi que la lutte contre le syndrome respiratoire aigu sévère lié au coronavirus ou plus simplement Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SRAS) qui est apparu pour la première fois en Chine en 2002 dans la province du Yunnan avant de se diffuser dans les pays asiatiques et le reste du monde. Après avoir lancé la Chine pour avoir tu l'affaire depuis 2002, l'OMS lance le 12 mars 2003 une « alerte mondiale », qui mobilise les chercheurs de toute la planète. Avec 11 laboratoires elle endigue l'épidémie à compter de juillet 2003. Elle n'envisage pas de prolonger sa présence à la tête de l'OMS au-delà de ce seul mandat, compte tenu de problèmes personnels de santé qu'elle doit affronter. En 2002, elle a été opérée pour un cancer du col de l'utérus.

Mais les dirigeants de l'ONU ne renoncent pas à la solliciter. En 2003, le secrétaire général Kofi Annan, la nomme membre du « Groupe de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement ». Le rapport que le Groupe d'experts lui remet en 2004, intitulé « Un monde plus sûr: notre responsabilité partagée », inclut le développement durable comme partie intégrante d'une nouvelle vision de la sécurité collective. De 2007 à 2010, elle reprend du service sur la question du changement climatique. En mai 2007, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, nomme Gro Brundtland, ainsi que Ricardo Lagos, ancien président du Chili, et Han Seung-Soo, ancien ministre des Affaires étrangères de la Corée du Sud comme ses envoyés spéciaux du changement climatique. Entre autres, elle mène bataille contre les subventions données par les Etats à l'industrie pétrolière, y compris en Norvège.

De 2010 à 2012, Ban Ki-moon lui renouvelle sa confiance en la nommant membre de son « Groupe de haut niveau sur la durabilité mondiale ». Dans ce High Level Panel on Global Sustainability, elle poursuit

sa lutte pour le développement durable, notamment en se focalisant à nouveau sur les droits des femmes, qu'elle considère comme un des moteurs de progrès. En effet, « pour Mme Brundtland, le développement durable touche autant les hautes sphères de l'économie que les méthodes de contraception »²³.

V- La « Landsmoderen », mère de la nation et exception internationale

Pour inattendu qu'il ait été le mariage de Gro Harlem Brundtland, le couple et la famille Brundtland sont très solidaires. Arne Olav a accepté de s'effacer et de l'accompagner dans ses différents moments de carrière. Ce respect amoureux est particulièrement fort, comme en témoigne la publication des deux ouvrages d'Arne Olav au sujet de son épouse : *Gift med Gro*, [Marié à Gro] en 1996, et *Fortsatt gift med Gro*, [Toujours marié à Gro] en 2002. En 1989, il dit à propos de Gro : « Mon domaine est l'analyse des relations internationales. Son domaine c'est de faire des relations internationales. » Entre de nombreux ouvrages et rapports collectifs, elle-même a publié ses souvenirs dans *Mitt Liv 1939-1986* [Ma vie] en 1997, suivi de *Dramatiske år, 1986-1996* [Années dramatiques] en 1998. Lorsqu'elle est Directrice de l'OMS elle publie ses mémoires de première Première Ministre dans *Madam Prime Minister : A Life in Power and Politics* en 2002, ouvrage plusieurs fois réédité et en différentes langues.

En 2007 Gro Harlem Brundtland, alors âgée de 68 ans, accepte d'entrer dans un think tank, un laboratoire d'idées, que Nelson Mandela vient de mettre sur pied avec quelques dirigeants indépendants de la planète. A l'initiative du milliardaire britannique Richard Branson, est créé le groupe des Aînés, des Elders, des Global Elders. Ce sont les sud-africains Nelson Mandela, Desmond Tutu et Graça Machel (la mozambicaine qui fut l'épouse de Samora Machel, premier président de la République du Mozambique à épousé en 1998 Nelson Mandela) qui ont constitué le groupe avec 11 anciens chefs d'Etat (Jimmy Carter) ou dirigeants internationaux (Kofi Annan, Mary Robinson) et elle en devient la vice-présidente. C'est pour les Aînés, au titre de médiatrice, qu'elle se rend à l'automne 2012 en Israël, en Cisjordanie et en Egypte pour faire avancer la cause de la paix. Et avec les Elders elle s'investit dans un dialogue intergénérationnel organisé avec de jeunes leaders écologistes lors du Sommet de Rio de 2012 sur l'environnement.

Véritable globe-trotter international du développement durable et de la société durable, Gro Harlem Brundtland ne compte pas ses efforts pour être présente et porter la bonne parole. On la retrouve aussi bien à Rio de Janeiro en 2012 pour le Sommet de la Terre + 20 qu'en Malaisie à Kuala Lumpur pour clore la conférence mondiale de l'Alliance coopérative internationale, le 25 novembre 2017. Elle collectionne les récompenses internationales. Parmi ses nombreuses récompenses, citons le Prix Tiers Monde du 1988 pour le développement durable, le Prix Indira Gandhi en 1989 et le Prix international de l'environnement

22. Voir Gro Harlem Brundtland, article « Santé et développement : une approche durable », in revue *Fall*, Automne 2002, pages 36-42.

23. Auger Samuel, « Gro Harlem Brundtland : le fléau des subventions pétrolières », revue *Le Soleil*, 4 juin 2011.



photo 4 : Gro Harlem Brundtland envoyée spéciale de l'ONU sur le changement climatique est présente au Sommet de la terre de Rio+20. L'ex-Pre-mière ministre norvégienne Gro Harlem Brundtland à Rio de Janeiro le 18 juin 2012 en dialogue avec les jeunes leaders mondiaux pour l'environnement (Source : Andre Duraio AFP).

Karlspreis zu Achen en 1994. Elle a également reçu le Prix international de l'environnement de la ville de Göteborg en Suède, et en 2004 la Planète bleue, Prix de la Fondation Asahi Glass du Japon. Elle détient de nombreux diplômes honorifiques de grandes universités, dont Oxford, Harvard et Yale, ainsi que du Cap et de New-Delhi. Elle a obtenu le Prix Charlemagne d'Aix-la-Chapelle en 1994 au nom de son engagement européen et elle a été faite docteur honoris causa de l'Université Pierre et Marie Curie à Paris en octobre 2016.

Gro Harlem Brundtland n'a pas obtenu de Prix Nobel mais, en 2014, elle a été la première lauréate du Prix Tang pour le développement durable. Yuan T. Lee, président taïwanais du comité d'attribution du prix et lui-même Nobel de chimie 1986, justifie cette distinction : « son action a jeté les bases d'un meilleur équilibre entre développement économique, protection de l'environnement et équité sociale, pour le bénéfice de l'humanité ». Les Tang Prizes ont été institués par Samuel Yin, patron du conglomérat Ruentex, aux fins d'honorer des disciplines et des personnalités ignorées selon lui par les Nobel décernés à Stockholm et Oslo. Ils sont attribués tous les deux ans dans quatre catégories : développement durable, biopharmacie, sinologie et État de droit (« rule of law »). Chaque lauréat reçoit un chèque de 50 millions de dollars taïwanais (1,23 million d'euros), davantage que les lauréats du Prix Nobel (8 millions de couronnes suédoises soit 890.000 euros). « J'utiliserai l'essentiel de cet argent aux efforts de développement durable

en Asie », a dit la récipiendaire. « Il y a beaucoup de pays qui en ont besoin comme l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande, la Birmanie et la Chine. Je veux promouvoir des solutions pratiques contribuant à un développement respectueux du climat » a-t-elle précisé.

Personnalité encore très influente sur la scène politique norvégienne, Gro Harlem Brundtland échappe à l'attentat perpétré par Anders Behring Breivik le vendredi 22 juillet 2011 sur l'île d'Utøya. Elle avait terminé son discours devant les membres du camp de la Ligue des jeunes travaillistes et était repartie lorsque le massacre a commencé à peine deux heures plus tard. Le terroriste norvégien d'extrême droite qui a fait 8 morts en faisant exploser une bombe devant un bâtiment officiel d'Oslo tue, quelques heures plus tard, 69 personnes, principalement des jeunes présents sur l'île. Au cours de son procès public, en 2012, il avoue que Gro Harlem Brundtland était sa cible principale, qu'il avait prévu de détailler ses « crimes » devant une caméra puis de la décapiter à la baïonnette mais il n'avait pas pu arriver à temps à cause d'un retard à la gare d'Oslo.

Gro, comme l'appellent familièrement ses concitoyens, leur ressemble : sincère, dure à la tâche, audacieuse, modelée par un pays où la vie est rude, où il a fallu - jusqu'à la découverte du pétrole en mer du Nord - se battre pour survivre.

Depuis 2004 le couple retraité a choisi de séjourner en France près de Nice. Gro Harlem justifie ce choix le 7 janvier 2008 lorsqu'un interviewer du quotidien *Verdens Gang (VG)* questionne l'ancienne Première ministre sur la double exonération fiscale du couple : *« Nous voulions déménager dans une région plus chaude, dans un endroit où l'été est un peu plus long et où le climat est plus doux. Vers l'an 2000, les premiers symptômes de l'arythmie de ma hanche sont apparus. Dans le même temps, j'étais impatiente de devenir une personne privée et à la retraite après l'OMS, je voulais un peu de paix et de calme. A Nice, plus personne ne me connaît dans la rue »*. La polémique met en difficulté le gouvernement travailliste de Jens Stoltenberg puisqu'elle oppose les époux Brundtland au fisc norvégien et à la presse. Gro Harlem et Arne Olav ne payent pas d'impôts depuis 2004 sur leurs pensions de retraites, ce qui est légal pour la France²⁴ mais mal défini en Norvège. D'où l'adoption d'une loi statutaire dès décembre 2008 qui prévoit une retenue à la source en Norvège de 15% sur les pensions versées aux Norvégiens résidant à l'étranger.

En 2008, la polémique s'est ensuite développée dans la presse norvégienne, en particulier le journal *Dagbladet*, sur une utilisation abusive de la sécurité sociale norvégienne pour deux interventions subies par Gro Harlem en Norvège alors qu'elle résidait en France et n'avait pas droit à la gratuité des soins. Se sont ajoutées diverses mises en cause sur ses revenus de conférences et sur ses émoluments comme conseillère de Pepsi Cola. L'affaire fiscale a été réglée, la dette de sécurité sociale apurée. Après le transfert de leur résidence officielle en Norvège et à Bygdøy à Oslo en

24. Article de Alf Bjarne Johnsen, Marianne Johansen et Øystein Larsen-Vonstett.

2013, les impôts des Brundtland qui veulent recouvrer toute leur intégrité citoyenne et soutenir l'égalité fiscale norvégienne ont considérablement augmenté. Choix de résidence et problèmes de santé ont conduit le couple Brundtland à revenir s'installer une grande partie de l'année en Norvège. Gro Harlem souffre de ce que l'on appelle « l'éruption polymorphe », également connue sous le nom d'allergie solaire qui l'oblige à se protéger de la lumière. Elle porte des lunettes et sort désormais très peu au printemps et en été.

Conclusion

Femme d'exception en Norvège, elle est surnommée « *Landsmoderen* », la mère de la nation : celle qui a brisé les normes sociales en devenant la première femme et la plus jeune personne occupant le poste de Première Ministre, et celle qui s'est battue pour faire régner l'égalité entre les sexes²⁵.

Femme d'exception sur la scène internationale, Gro Brundtland est un exemple unique de citoyenneté globale. Elle a ouvert les yeux de l'humanité sur la nature des enjeux auxquels le monde fait face, elle a engendré l'engagement international pour la planète et elle a fait surgir des solutions possibles et la promesse, fragile mais réelle, d'un avenir durable.

25. La Norvège travailliste ne l'a pas oubliée. Pour rendre hommage à ses dix années de Première Ministre et à ses onze années de présidence du Parti travailliste, l'artiste Kirsten Kokkin a sculpté son buste. En présence du Premier ministre, Jens Stoltenberg dont elle fut le mentor, et de son mari Arne Olav Brundtland, Gro Harlem Brundtland a inauguré la stèle et le buste érigés au siège du Labour Party norvégien en février 2012.



Références bibliographiques

Adler N. J., (1996). Global women political leaders : an invisible history, an increasingly important future, in *The Leadership Quarterly* n°7, pages 133-161.

Auger S., (2011). Gro Harlem Brundtland : le fléau des subventions pétrolières, in *Le Soleil*, 4 juin, Montréal, Québec.

Francoeur L.-G., (2007). Gro Harlem Brundtland au Devoir – Le développement durable, une idée souvent déformée, *Le Devoir*, 30 mai.

Francoeur L.-G., (2002). La mère du concept du développement durable, en entrevue au Devoir – Gro Harlem Brundtland : la pauvreté empêche d'atteindre le développement durable, in *Le Devoir*, 31 août.

Papaux A. et Bourg D. (dir.), (2015). Brundtland, Gro Harlem (2002) "Madam Prime Minister: A Life in Power and Politics". *Dictionnaire de la pensée écologique*, PUF, Quadrige, 1088 pages.

Piron F. (collectif), (2017). *Citoyennes du monde*, éditions Science et bien commun, Université Laval, Québec (44 portraits de femmes engagées dans la préservation de l'environnement), 31 octobre.

Skard T., (2014). "Gro Harlem Brundtland". Gro Harlem Brundtland, in *Women of Power: Half a Century of Female Presidents and Prime Ministers Worldwide*. *Women of Power, Half a century of female presidents and prime ministers worldwide*, Policy Press, Chicago et Bristol, 2014, Bristol: Policy Press. pages 105-115. La première édition paraît en 2012 en norvégien à l'Universitetsforlaget, Oslo.

Skoll World Forum, *Gro Harlem Brundtland : I'm A Lucky Person*, janvier 2014, vidéo accessible sur youtube.com https://www.youtube.com/watch?v=3_6cL71L870

Uongozi Institute, *Meet the leader : H.E. Dr. Gro Brundtland*, juillet 2013, vidéo accessible sur youtube.com <https://www.youtube.com/watch?v=8POtjDth6io>

Report of the World Commission on Environment and Development : Our Common Future, rapport officiel de l'Organisation des Nations Unies. <http://bit.ly/1kxW7OR>